



FACE À DES CONDITIONS SANITAIRES INDIGNES, EN GRÈVE LE 10 NOVEMBRE

Les conditions sanitaires du retour en classe et dans les écoles et établissements scolaires le lundi 2 novembre ont été synonymes d'un mépris institutionnel qui a profondément choqué les personnels.

Ce mépris est le fait d'un ministère qui a imposé un protocole sanitaire qui ne tient pas compte de la violence de la reprise épidémique... ni même du plan de continuité pédagogique qu'il avait lui-même prévu.

Ouvrir des fenêtres et imposer le port du masque à partir de six ans ne suffit pas. Si le ministère et les autorités de l'Éducation nationale ne prennent pas la mesure de la situation, nous allons vers des fermetures d'établissements et écoles qui viendront à nouveau renforcer les inégalités sociales et scolaires.

Nos organisations veulent au contraire que la continuité du service public d'éducation soit assurée.

Il faut des mesures d'urgence sanitaire qui protègent réellement les personnels et les élèves, permettant à minima de respecter la distanciation et l'évitement du brassage sans s'interdire des emplois du temps aménagés, des demi-groupes en classe et des effectifs réduits globalement de moitié dans les écoles et les établissements. Le ministre de l'Éducation nationale doit procéder au recrutement des personnels pour répondre à cette nécessité.

Les « désinfections renforcées » ne sont que des vœux pieux face au manque criant de personnels d'entretien dans les écoles et établissements : il faut des embauches massives.

Nos organisations, conscientes de leurs responsabilités, répondant à la colère et l'exaspération des personnels, appellent à la grève dès le mardi 10 novembre et soutiendront toutes les initiatives et actions collectives prises démocratiquement et légitimement par les personnels dans les jours qui suivront.

**UN PARCOURS DE MANIFESTATION DANS LE RESPECT
DES RÈGLES SANITAIRES A ÉTÉ DÉPOSÉ
14H, PLACE DE GAULLE À ORLÉANS**

Une demande d'audience intersyndicale a été faite auprès du Rectorat